

Crise de l'endettement : une cure d'amaigrissement s'impose

30.09.2011

D'un coup d'oeil

Lors de l'assemblée annuelle du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale à Washington, l'UE a subi des pressions, principalement de la part des États-Unis : sur la question délicate de la crise de l'endettement, l'UE a été invitée à prendre des mesures fermes pour renforcer le plan de sauvetage et à collaborer plus étroitement avec la Banque centrale européenne (BCE).

Une telle collaboration minerait toutefois le mandat de la BCE, focalisé sur la lutte contre l'inflation, et rapprocherait cette institution du rôle joué par la FED dans le système américain. Des discussions sont d'ailleurs en cours au sein de l'UE sur les moyens d'accroître l'engagement de la BCE et l'efficacité du plan de sauvetage par des « effets de levier ». Si les dettes continuent de s'alourdir et si le plan de sauvetage est au final financé par la planche à billet de la BCE, pourra-t-on encore considérer que les incitations de politique financière dans la zone euro sont justes ?

Le ministre allemand des Finances Wolfgang Schäuble a déclaré très justement à Washington qu'on ne soignait pas un alcoolique en lui donnant plus d'alcool. Cela dit tout : la crise de l'endettement pourra être maîtrisée durablement à condition de procéder à une réduction rigoureuse des déficits, de restaurer la discipline en matière de dépenses et d'amortir les dettes.

Les attentes à l'égard d'une implication accrue de la BCE sont très dangereuses. Elles saperaient la crédibilité des institutions et reviendraient à financer l'État par la politique monétaire. À long terme, ce serait un désastre pour l'UE : les réformes structurelles deviendraient moins urgentes dans les pays à problème, qui seraient en quelque sorte récompensés pour s'être endettés.

Une poursuite de la spirale de l'endettement finirait tôt ou tard par mettre à genou également des pays qui affichent une bonne santé, comme l'Allemagne. La Suisse qui entretient des liens économiques étroits avec l'UE n'en sortirait pas non plus indemne.